



Travaux sur réseau de la fibre existant.

ARRETE REGLEMENTAIRE N°28 - 2024

ARRÊTÉ TEMPORAIRE AUTORISATION DE VOIRIE ET POLICE DE LA CIRCULATION. TRAVAUX SUR RÉSEAU EXISTANT DE LA FIBRE OPTIQUE AU LIEU DIT CHEMIN RURAL DIT DU BUISSON FOUQUET.

Nous, **Gérard CHANCLUD**, Maire de la commune de La Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne)

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le Code des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L.2213-6-1,

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 et R.415-1 à R.415-15

VU le Code de la voirie routière et notamment l' article L.113-1,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I, 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU le code pénal notamment l'article 610-5,

VU la demande formulée par écrit en date du 05 mars 2021 par **l'entreprise NGE INTRANET** sise Ivry-sur-Seine (94, Tél: 06.07.64.72.81 concernant la demande de travaux sur le réseau de la fibre optique,

CONSIDÉRANT qu'en raison du déroulement des travaux effectués par l'entreprise NGE INTRANET au lieu dit chemin rural dit du Buisson Fouquet situé hors zone de toute circulation et de toute habitation,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des riverains, des usagers et des personnels chargés de l'exécution des travaux, il y a lieu éventuellement et si nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement sur cette portion de chemin rural,

ARRETE

Article 1

A compter du lundi 11 mars 2024 à 08h00 et jusqu'au vendredi 26 avril 2024 à 18h00 inclus, l'entreprise NGE INTRANET, ou toute autre entreprise désignée par elle-même pour effectuer les travaux, est autorisée à occuper le domaine public pour l'Installation de grilles sur les chambres du réseau existant.

Article 2

Pendant la durée des travaux, toute circulation sur le chemin rural dit du buisson Fouquet sera réduite en fonction de l'avancement de travaux effectués et ce afin de permettre la réalisation des travaux demandés et la mise en place éventuelle des engins de travaux.

Article 3

Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier et en fonction de l'avancement des travaux :

- défense de stationner pour tous types de véhicules sur l'emprise de la zone de travaux de part et d'autre, excepté pour les véhicules affectés au chantier, ainsi que pour les véhicules d'urgence et de secours,
- interdiction de dépasser celles que soient les voies laissées libres à la circulation,
- la vitesse sera limitée à 30 km/h.

Article 4

Le demandeur ou la société qu'il a mandatée pour l'exécution du présent arrêté est chargé(e) de la mise en place et de l'entretien de la signalisation réglementaire.

Aucun matériel ne pourra être nettoyé sur la voie publique.

Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment la nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés ou occultés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

Article 5

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

Article 6

Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par procès-verbaux et transmis aux tribunaux compétents.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MELUN (77) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou via le site <https://www.telerecours.fr>

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes délais.

Article 7

Monsieur le Maire, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de LA CHAPELLE LA REINE, le responsable de la Police Municipale

sont chargés chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- le pétitionnaire (NGE INFRANET)
- Monsieur le commandant du Centre de Secours de LA CHAPELLE LA REINE
- Le responsable des services techniques
- Smictom
- Transdev

Un exemplaire sera classé dans le registre des arrêtés municipaux (archives de la Mairie).

Fait à La Chapelle-la-Reine le 07/03/2024

Le Maire
Gérard CHANCLUD

